



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRANS/WP.30/2001/6
12 avril 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS

Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports
(Quatre-vingt dix-huitième session, 19-22 juin 2001,
point 5 b) ii) de l'ordre du jour

**CONVENTION DOUANIÈRE RELATIVE AU TRANSPORT INTERNATIONAL
DE MARCHANDISES SOUS LE COUVERT DE CARNETS TIR
(CONVENTION TIR DE 1975)**

Révision de la Convention

Préparation de la phase III du processus de révision TIR

Révision du carnet TIR : incorporation de données supplémentaires
(code selon le Système harmonisé et valeur des marchandises)

Note du secrétariat de la CEE-ONU

A. MANDAT

1. À sa quatre-vingt dix-septième session (20-23 février 2001), le Groupe de travail a demandé au secrétariat d'établir un document sur les exigences des douanes au sujet du code selon le Système harmonisé et de la valeur des marchandises à inscrire dans le carnet TIR en indiquant comment et par qui il serait possible de les satisfaire, lorsqu'elles sont justifiées. L'étude devrait également tenir compte des intérêts et des capacités de l'industrie des transports et tirer parti des conclusions du Groupe spécial convoqué par la Commission européenne à ce sujet (TRANS/WP.30/194, par. 39).

B. OBJECTIFS DES DOUANES EN CE QUI CONCERNE L'INCORPORATION DE DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

2. Compte tenu des débats menés par la Commission européenne et des propositions de la Fédération de Russie (TRANS/WP.30/1999/5), les principaux objectifs, d'un point de vue douanier, de l'inscription des codes selon le Système harmonisé et des valeurs dans le carnet TIR sont les suivants :

- Calcul des créances douanières;
- Facilitation des formalités douanières ultérieures;
- Analyse des risques.

3. En outre, lors des débats menés par la Commission européenne, les autorités douanières ont fait valoir que la question de l'instauration de conditions propices à toute informatisation future du carnet TIR devrait être abordée au regard de l'incorporation de données supplémentaires.

I. Calcul des créances douanières

4. Les autorités douanières ont fait clairement savoir qu'il leur fallait disposer de données permettant, en cas d'infraction, de bien estimer la valeur des marchandises. Elles ont jugé qu'il serait pour cela utile que la valeur des marchandises soit inscrite dans le carnet TIR afin de faciliter le processus de recouvrement et d'être à même de prendre immédiatement des mesures à l'encontre des personnes directement responsables. Lors des débats menés par la Commission européenne, certaines autorités douanières ont fait observer qu'il pourrait suffire d'inscrire une valeur indicative mais qu'il faudrait cependant obtenir communication de la valeur réelle, pour calculer les sommes dues. Il semble qu'en général la valeur des marchandises soit connue même si, dans de nombreux cas, elle n'est communiquée qu'à des fins d'assurance ou de statistique.

5. Les autorités douanières ont par ailleurs estimé qu'il serait utile, aux fins des procédures de recouvrement, d'indiquer le code des marchandises selon le Système harmonisé. Il ne serait pas obligatoirement nécessaire d'inscrire ce code dans le carnet TIR car il pourrait suffire de le fournir lorsqu'il serait exigé pour calculer les créances douanières.

II. Facilitation des formalités douanières ultérieures

6. Les autorités douanières ont souligné que le régime TIR devait être étroitement harmonisé et connecté avec les autres régimes douaniers. Cela est particulièrement important au regard de la fin d'une opération TIR, après laquelle, dans la plupart des cas, les marchandises sont mises en libre circulation. L'indication du code selon le Système harmonisé et de la valeur des marchandises complèterait les données déjà fournies dans le carnet TIR, ce qui, d'une part, assurerait le transfert dans les règles des marchandises d'un régime douanier à un autre, sans fausse déclaration d'aucune sorte et, d'autre part, faciliterait le déroulement efficace des formalités douanières.

7. Certaines autorités douanières ont fait valoir que l'indication de la valeur des marchandises ne devrait poser aucun problème au regard de la confidentialité commerciale, comme l'avait

déclaré les représentants de l'industrie, et, en particulier, certainement pas au regard de la fin d'une opération TIR car le destinataire n'avait en principe pas accès à cette information. Les autorités douanières ont aussi fait observer qu'étant chargées de faire appliquer la loi elles étaient habilitées à obtenir les informations commerciales voulues. Bien entendu elles étaient toutefois pleinement responsables de la non-divulgaration de ces renseignements, conformément aux lois nationales pertinentes.

III. Analyse des risques

8. Les autorités douanières ont fait valoir que le recours à l'analyse des risques était l'un des instruments les plus efficaces de lutte contre le crime organisé et la fraude, avec une interférence minimale dans les procédures du commerce et du transport. Plusieurs autorités ont déclaré que l'informatisation était une condition préalable à la réalisation d'une analyse adéquate des risques. À cette fin, l'inscription du code selon le Système harmonisé dans le carnet TIR serait un élément essentiel car il était difficile de procéder à une évaluation informatisée des risques à partir de la description générale des marchandises, compte tenu en particulier du grand nombre de langues utilisées dans le système TIR.

9. Dans le même ordre d'idées, l'indication de la valeur des marchandises était également importante si l'on voulait disposer d'une base suffisante d'évaluation des déclarations de la valeur individuelle sur les carnets TIR et éviter que des valeurs artificielles ne soient déclarées.

10. Dans le cadre des débats menés par la Commission européenne, quelques autorités douanières ont jugé qu'une analyse adéquate des risques, fondée sur des données aisément consultables, accélérerait les formalités douanières pour environ 80 % de l'ensemble des expéditions en transit.

IV. Informatisation du régime TIR

11. Comme indiqué plus haut, l'informatisation des procédures de transit, au niveau national et, dans l'avenir, également au niveau international, sous une forme ou sous une autre, exigeait que le système TIR soit doté des éléments nécessaires à la facilitation de ce processus si l'on voulait tirer pleinement parti des avantages de l'informatisation.

12. Les autorités douanières ont fait valoir que l'incorporation dans le carnet TIR du code selon le Système harmonisé semblait à cet égard fondamental car il serait sinon difficile, dans un contexte multilingue, de coder les informations relatives à la description des marchandises.

C. VUES DES REPRÉSENTANTS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DES TRANSPORTS

1. Inscription du code selon le Système harmonisé

13. Au sujet des débats menés par la Commission européenne, des représentants de l'industrie ont déclaré que, dans nombre de cas, on ne disposerait pas au début d'une opération TIR du code selon le système harmonisé. Cela pourrait par exemple être dû à la non-communication des informations voulues à la personne présentant le carnet TIR au bureau de douane de départ ou au fait que l'expéditeur des marchandises ne soit pas tenu, en vertu des règlements de l'UE, de fournir les données statistiques à l'exportation avant que les marchandises ne soient

physiquement exportées. Lorsque le titulaire du carnet TIR est aussi responsable d'activités de commissionnaire de transport ou de commissionnaire en douane, le code selon le Système harmonisé devrait normalement être disponible.

14. Les représentants de l'industrie ont par ailleurs émis des réserves quant à l'utilité de l'emploi du code selon le Système harmonisé : premièrement les renseignements étant souvent communiqués à des seules fins statistiques, on pouvait douter de leur exactitude; deuxièmement il était indispensable qu'une codification harmonisée soit appliquée à l'échelle mondiale si l'on voulait éviter les problèmes relatifs à la fiabilité des données. Enfin, ils ont appelé l'attention sur la question de la responsabilité du principal dans les cas où des données très spécifiques, comme le code selon le Système harmonisé, seraient fournies par l'expéditeur mais déclarées par le principal.

II. Inscription de la valeur des marchandises

15. En ce qui concerne la valeur des marchandises, les représentants de l'industrie ont mis en avant le problème de la confidentialité commerciale. Il fallait souvent que la valeur des marchandises à l'exportation soit cachée au client final, en particulier dans les opérations de vente triangulaires ou pour se protéger contre le vol. Ils ont proposé que lorsque la valeur serait jugée importante, les renseignements la concernant restent auprès du bureau de douane de départ et ne soient communiqués qu'en cas de réclamation douanière.

D. AUTRES QUESTIONS EXAMINÉES

16. Lorsqu'il se penchera sur l'utilité pour le régime TIR de disposer de données supplémentaires comme le code selon le Système harmonisé et la valeur des marchandises, le Groupe de travail souhaitera peut-être procéder à un échange de vues sur la manière dont le régime TIR devrait se situer par rapport aux autres régimes douaniers, qui font aussi partie de l'opération de commerce et de transport. On pourrait d'une part considérer que le régime TIR est un arrangement autonome destiné à faciliter les opérations de transit. En pareil cas, la facilitation des opérations douanières ultérieures n'intervient pas. D'autre part, on pourrait considérer que le régime TIR est un maillon d'une chaîne douane/commerce dans laquelle un régime douanier dépend de l'autre. La facilitation des opérations douanières ultérieures serait alors extrêmement importante.

17. Vu ce qui précède, le Groupe de travail souhaitera peut-être étudier comment les données supplémentaires, comme le code selon le Système harmonisé et la valeur des marchandises pourrait être communiquées. On pourrait envisager qu'il s'agit là de renseignements obligatoires à inscrire dans le carnet TIR ou bien juger qu'il n'y a lieu de les fournir qu'en cas de besoin. Dans cette dernière hypothèse, le Groupe de travail souhaitera peut-être étudier comment appliquer une procédure facilitant leur communication.

18. À ce sujet, le Groupe de travail se souviendra peut-être que, dans le cadre de la phase II du processus de révision TIR, une procédure d'enquête a été définie à l'intention des autorités douanières en cas de non-apurement de carnets TIR (TRANS/WP.30/AC.2/59, par. 47 et annexe 7). Le Groupe de travail souhaitera peut-être étudier si cette procédure est susceptible de faciliter l'obtention de données supplémentaires, comme le code selon le Système harmonisé et la valeur des marchandises.

19. Le Groupe de travail souhaitera peut-être étudier comment exploiter les renseignements supplémentaires relatifs à la procédure douanière avant l'application du régime TIR (exportation). On pourrait envisager de faire dans le carnet TIR référence à un document douanier préalable susceptible de permettre aux autorités douanières d'avoir la certitude raisonnable de l'existence des données supplémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires. Dans la pratique, cela pourrait par exemple signifier que le numéro de référence de la déclaration d'exportation soit inscrit dans le carnet TIR.

20. Le Groupe de travail souhaitera peut-être aussi étudier s'il convient éventuellement d'incorporer d'autres données dans le carnet TIR comme par exemple l'expéditeur et le destinataire, afin d'assurer que les autorités douanières puissent si nécessaire obtenir les renseignements supplémentaires voulus.
